

Moubarak limoge s on gouvernement

Après plusieurs jours de manifestations, le président égyptien est sorti de son silence, tard hier soir, lors d'une allocution télévisée. Il a tout à la fois annoncé un remaniement gouvernemental pour ce samedi et promis, sans précision, de nouvelles mesures contre le chômage, la pauvreté et pour la démocratie, mais aussi tenu une ligne dure. À plusieurs reprises, le président, candidat à sa réélection en novembre prochain, a en effet défendu le respect de la loi, de la Constitution, et s'est montré intransigeant sur l'exigence de « *la stabilité du pays* ». Cette allocution a mis fin à plusieurs jours de silence depuis le début des manifestations. Hier après-midi, c'est la télévision d'État qui s'est chargée d'annoncer sa décision d'instaurer le couvre-feu et d'appeler l'armée en renfort de la police pour tenter de restaurer l'ordre. La presse gouvernementale avait simplement assuré que le président « *suivait la situation* ». Le chef d'État égyptien est officiellement attendu aujourd'hui pour la traditionnelle ouverture du Salon annuel du livre du Caire. Mais, compte tenu des événements, sa participation est plus qu'incertaine. Brocardé depuis mardi par des manifestants qui réclament son départ à cor et à cri, Hosni Moubarak, 82 ans, en fonctions depuis trois décennies et à la santé incertaine, a laissé à des seconds rôles

le soin de s'exprimer publiquement. Le ministre de l'Intérieur, Habib al-Adli, dont la foule réclame la tête, s'est fait discret après avoir déclaré mardi que les manifestants étaient des « *inconscients* » dont l'action ne serait pas suivie. « *De quel côté est l'armée ?* » Fait remarquable, des soldats ont ostensiblement manifesté leur soutien, hier soir, aux milliers de manifestants qui avaient bravé le couvre-feu imposé par les autorités dans la capitale égyptienne. Près de la place de l'Opéra, dans le centre-ville, des militaires ont adressé des signes de victoire à la population, qui a répondu par des applaudissements. Des manifestants sont même montés sur des chars de l'armée avec des militaires. Des policiers ont aussi serré la main de manifestants. « *Nous ne savons pas encore de quel côté est l'armée, si elle est avec nous. Mais il est vrai que nous respectons tous l'armée* », a ajouté un autre manifestant, qui marchait avec des milliers d'autres dans le quartier Dokki deux heures après l'imposition du couvre-feu. 20 morts au moins La mobilisation ne s'est pas limitée à la capitale égyptienne, où cinq personnes ont été tuées et des centaines blessées. Au total, le dernier bilan communiqué hier soir faisait état de 20 morts dans le pays et de centaines de blessés. Des affrontements violents ont eu lieu dans

toute l'Égypte et se poursuivaient tard hier soir malgré le couvre-feu, avec des scènes d'incendie. La coupure du réseau Internet en Égypte, pour contrecarrer les manifestations anti-Moubarak, est une première par son ampleur. « *Selon nos informations, environ 88 % du réseau n'est plus disponible en Égypte* », estimait Rik Ferguson, expert sécurité pour Trend Micro, le troisième éditeur mondial de solutions de sécurité. Selon cet expert, les autorités ont clairement fait pression sur les opérateurs pour neutraliser cet outil clé dans la mobilisation. « *Les réseaux des plus importants opérateurs du pays sont coupés, mais il reste encore quelques réseaux minoritaires qui répondent toujours, comme Noor Data Networks. Ce qui montre bien que ce n'est pas un problème de câblage, mais forcément une intervention humaine* », souligne-t-il. Quelque 23 millions d'Égyptiens disposent d'un accès, régulier ou occasionnel, à Internet, soit près du quart de la population, selon les chiffres officiels. 97 % du trafic perdu Pour James Cowie, directeur technique de la société américaine de surveillance de l'Internet Renesys, les réseaux des quatre grands fournisseurs d'accès (Link Egypt, Vodafone/Raya, Telecom Egypt et Etisalat Misr) ont été coupés « *simultanément* » à 23 h 34 (heure

de Paris) jeudi soir. Toutefois, a-t-il précisé, le site web de la bourse égyptienne continuait de fonctionner, via le réseau Noor. Les licences des quatre principaux fournisseurs d'accès au web sont délivrées par l'autorité de régulation des télécommunications égyptienne. « **En 24 heures, on a perdu 97 % du trafic Internet égyptien** », résume Julien Coulon, cofondateur de la société française Cedexis, une sorte d'« **aiguilleur du net** » qui réoriente les demandes de recherche vers les meilleurs fournisseurs d'accès internationaux en fonction du trafic en temps réel. « **Seul un tout petit trafic arrive à sortir, les demandes en provenance d'Égypte pour se connecter aux sites que Cedexis aiguille ne débouchent que pour environ 3 % des internautes** », précise-t-il. Coupure « **autoritaire** » C'est la première coupure Internet « **autoritaire** » d'une ampleur aussi importante, s'accordent à dire les experts, car les ruptures d'accès précédentes, en Birmanie en 2007 ou en Iran en 2009 lors de protestations populaires, n'avaient été que temporaires ou très ciblées. Ainsi, lors des protestations contre la réélection du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, Twitter et Facebook avaient été rendus inaccessibles. Et en Birmanie, les connections Internet avaient été coupées plusieurs jours lors de la vague de manifestations contre la junte au pouvoir. L'Égypte - comme la Tunisie - fait partie de la liste des 13 pays classés « **ennemis d'Internet** » par Reporters sans Frontières. « **Mais jusqu'à présent, les autorités égyptiennes ne procédaient pas du tout à un filtrage systématique, il y avait plutôt un**

contrôle des activités sur Internet », explique l'organisation. « **Il y a eu sans aucun doute pression [du gouvernement tunisien] sur les opérateurs. Et ces opérateurs aujourd'hui ne répondent plus au téléphone pour donner des explications** », souligne-t-elle. « **Suite à ce qu'il s'est passé en Tunisie, on comprend bien qu'Internet est un outil de démocratie, et donc qu'un gouvernement qui se sentirait déstabilisé puisse considérer de faire pression sur les opérateurs pour couper Internet** », renchérit Jérémie Zimmermann, porte-parole de l'organisation citoyenne La Quadrature du Net.